

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASTEO (unité d'incinération des boues)

Usine de Ginestous - Garonne
51 chemin de Chantelle - CS82341
31021 Toulouse Cedex
31000 Toulouse

Références : 2024-669

Code AIOT : 0006802369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement ASTEO (unité d'incinération des boues) implanté Usine de Ginestous - Garonne 51 chemin de Chantelle - CS82341 31021 Toulouse Cedex 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 qui vise à vérifier la conformité des installations d'incinération et de co-incinération vis-à-vis des MTD issues du BREF incinération. Les prescriptions contrôlées sont celles introduites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 applicables depuis le 3 décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTEO (unité d'incinération des boues)
- Usine de Ginestous - Garonne 51 chemin de Chantelle - CS82341 31021 Toulouse Cedex 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTEO sur le site de la station d'épuration de Toulouse Ginestous, une usine d'incinération des boues de la station pour une capacité autorisée de 8000t/an exprimée en matière sèche, constituée de 2 lignes d'incinération d'une capacité de 0,9 t/h de matière sèche par ligne (3,6 t/h de boues par ligne).

L'usine d'incinération des boues relève de la législation des installations classées et son exploitation est réglementée par un arrêté préfectoral pris le 19/01/2001 modifié en dernier lieu le 19/02/2020. L'installation relève également de la directive «IED».

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Efficacité énergétique de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
7	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet
8	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 7 points de contrôle ayant fait l'objet de cette inspection, axée sur la mesure le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, l'inspection des installations classées relève : 4 faits avec suite relatifs

- à la surveillance en continue du mercure un délai de 4 mois est proposé afin que l'exploitant apporte des éléments justificatifs complémentaires,
- au plan de gestion des conditions autres que normales un délai de 3 mois est proposé afin que l'exploitant formalise le plan,
- à l'efficacité énergétique un délai de 3 mois est proposé afin que l'exploitant apporte des éléments justificatifs complémentaires,
- à la surveillance des rejets dans les conditions autres que normales, un délai de 3 mois est proposé afin que l'exploitant apporte des éléments justificatifs complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :

<p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<p>Constats :</p> <p>La société ASTEO sur le site de la station d'épuration de Toulouse Ginestous, une usine d'incinération des boues de la station pour une capacité autorisée de 8000t/an exprimée en matière sèche, constituée de 2 lignes d'incinération d'une capacité de 0,9 t/h de matière sèche par ligne (3,6 t/h de boues par ligne). L'usine d'incinération des boues relève de la directive «IED» au titre de la rubrique 3520-1 de la nomenclature des installations classées et donc des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation incinérant des boues digérées de station d'épuration, l'exploitant considère incinérer un monoflux de déchets et demande à ce que les émissions de mercure dans les rejets atmosphériques soient suivies, non pas par une surveillance en continu, mais par des prélèvements ponctuels semestriels. A l'appui de sa demande, il présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats des analyses effectuées mensuellement sur les boues centrifugées (avant envoi

en compostage ou en incinération) depuis début 2022. Les résultats montrent que la concentration en mercure dans les boues est relativement stable : 0,75mg/kg MS en moyenne avec un écart-type de 24%.

- Un bilan massique du mercure afin d'estimer les quantités rejetées dans les fumées, en prenant comme données : la concentration moyenne en mercure dans les boues : 0,75 mg/kg de matière sèche (MS) la concentration moyenne en mercure mesurée dans les cendres : < 0,10 mg/kg MS de cendres et < 0,04 équivalent g/TMS dans les boues pâteuses débit moyen des fumées / TMS incinérées : 9942 Nm3 (11% O2 sec) / TMS (données 2022-2023)

Les mesures ponctuelles réalisées en 2022 et 2023 montrent une concentration moyenne de mercure de 0,0011 mg/Nm3 dans les fumées, donc très inférieur à la VLE de 0,02 mg/Nm3. Ces résultats démontrent que le traitement au charbon actif permet de garantir un taux d'abattement moyen de plus de 98%. La concentration moyenne en mercure mesurée dans les REFIB (15,6 mg/kg MS) vient confirmer l'ordre de grandeur ainsi calculé.

Par ailleurs, l'exploitant a renforcé le suivi du mercure en sortie de cheminée : 3 mesures par four et par mois sur une période de 6 mois (octobre 2024 à mars 2025) de façon à conforter son positionnement et prévoir, en parallèle, une étude technico-économique sur la mise en place d'analyseurs en continu des rejets en mercure. L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer ces éléments de façon à ce qu'il puisse être statué sur la nécessité ou non d'un suivi en continu des rejets en mercure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

Les PCDD/PCDF (dioxines-furanes chlorées) sont surveillées en semi-continu et les résultats de l'au-

<p>tosurveillance montrent que la VLE est respectée (émissions très inférieures à la VLE). Également depuis le début de l'année 2024, les PCB de type dioxines sont surveillées en semi-continu et les résultats de l'autosurveillance montrent que la VLE est respectée (les résultats indiquent "non détecté"). Il est rappelé que pour ces derniers, l'exploitant doit justifier que les niveaux d'émission soient suffisamment stables sur la base des résultats d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long-terme (surveillance en semi-continu) durant 2 années consécutives surveillance afin de pouvoir alléger la fréquence d'analyse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales (OTNOC). L'exploitant déclare que dès que les conditions autres que normales sont rencontrées l'arrêt des fours est effectué.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan de gestion des OTNOC (cf fiche de constat n°6), afin de justifier l'absence de surveillance des émissions atmosphériques durant ces périodes.</p> <p>Pour les phases de démarrage et d'arrêt, l'inspection rappelle qu'une mesure des émissions durant ces phases (planifiées) sans incinération de déchets est à prévoir et à renouveler tous les 3 ans. Ces mesures doivent porter sur les paramètres mesurés en continu ainsi que les métaux et les PCDD/PCDF.</p> <p>L'exploitant transmet sous un délai de trois mois les éléments justifiant de la planification d'une mesure des émissions durant ces phases (planifiées) sans combustion de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Efficacité énergétique de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge. Dans le cas d'une unité d'incinération existante qui n'a pas fait l'objet d'un essai de performance, ou lorsqu'il n'est pas possible de réaliser un essai de performance à pleine charge pour des raisons techniques, il est possible de déterminer l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en tenant compte des valeurs de conception dans les conditions de l'essai de performance. L'efficacité de production électrique brute ainsi que l'efficacité de valorisation énergétique brute sont explicités au sein de l'annexe 1 - paragraphe 1.4. Les rendements indiqués dans le tableau ci-après pour les installations d'incinération des boues d'épuration et des déchets dangereux autres que les déchets de bois dangereux sont exprimés comme le rendement de la chaudière. Ce dernier représente le rapport entre l'énergie produite par la chaudière (par exemple, vapeur, eau chaude) et l'énergie fournie au four par la combustion des déchets et du combustible auxiliaire (exprimées en fonction du pouvoir calorifique inférieur). Les unités d'incinération respectent les niveaux d'efficacité énergétiques minimaux fixés dans le tableau de l'article 2.2.7</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mesure la performance énergétique qui a été présentée lors de la visite, selon le calcul de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 spécifique aux installations d'incinération. Cependant l'exploitation n'a pas été en mesure de donner les niveaux d'efficacité énergétique de son installation selon les modalités de calculs susvisés. L'exploitant transmet le calcul d'efficacité énergétique et son rendement associé. Si l'objectif de son rendement 60 % n'est pas atteint, l'exploitant transmet également un plan d'action associé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement

<p>ment des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) n'a pas été mis en place pour l'installation. L'exploitant transmet un plan de gestion des OTNOC à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure une autosurveillance en continu de ses rejets atmosphériques pour les paramètres suivants : NOx, NH3, CO, SO2, COT HCl et poussières. Les résultats de cette autosurveillance montrent que les VLE du BREF WI définies dans l'annexe 7.1.1 pour ces paramètres sont respectées.</p> <p>Cette surveillance en continu est complétée par des contrôles ponctuels semestriels effectués par un organisme extérieur pour l'ensemble de ces paramètres.</p> <p>Concernant l'absence de surveillance en continu de certains paramètres : pour le mercure (Hg) : voir la fiche de constat n° 2 ci-dessus ; pour le fluorure d'hydrogène (HF) : la surveillance en continu du HF est remplacée par une surveillance ponctuelle semestrielle justifiée par l'exploitant, en application du renvoi (4) de l'article 2.2.2 susvisé, par le fait qu'un traitement du HCl au bicarbonate est en place de longue date et que les résultats d'autosurveillance de ces 3 dernières années transmis à l'inspection ne montrent aucun dépassement des émissions de HCL de la VLE autorisée (émissions très inférieures à la VLE).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.2.3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets atmosphériques issus de la combustion des déchets sont effectués par les conduits ci-dessous, localisés dans la cheminée. Les caractéristiques des conduits d'émission à l'atmosphère des effluents générés par l'incinération des déchets, les débits maximaux de rejet ainsi que la vitesse minimale d'éjection des effluents répondent aux dispositions ci-dessous. [...].

Installations raccordées	vitesse minimale d'éjection
Four d'incinération ligne 1	12 m/s
Four d'incinération ligne 2	12 m/s

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques montraient que la vitesse minimale d'éjection des fumées n'était pas constamment respectée (moyenne des vitesses moyennes 1/2h du four 1 = 11,6 m/s et du four 2 = 10,2 m/s sur l'année 2022 et 11,9 m/s et 9,8 m/s pour l'année 2023).

L'exploitant a fait installer par une entreprise spécialisée un cône d'éjection par cheminée. L'exploitant a transmis le suivi des vitesses d'injections, l'inspection constate le respect de la vitesse d'éjection depuis la mise en place des cônes (septembre à novembre), il a été constaté un seul dépassement en octobre.

L'exploitant propose de statuer sur l'efficacité des cônes posés à la fin du premier semestre 2025, et prévoir des travaux supplémentaires le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les éléments relatifs à l'efficacité des cônes posés sur les cheminées d'ici fin juin 2025 et de transmettre un plan d'actions si nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite